antidumping. Nous rappelons que, dans la section 5.1 plus haut, nous avons examiné l'appel de l'Indonésie en ce qui concerne les questions de droit et interprétations du droit sous-tendant les constatations et conclusions du Groupe spécial au titre de l'article 2.4. En traitant l'allégation d'erreur de l'Indonésie, nous n'avons pas jugé nécessaire de faire référence à l'un quelconque des renseignements visés par l'allégation de l'Union européenne. De ce fait, nous ne sommes pas convaincus qu'examiner l'allégation de l'Union européenne en appel facilitera davantage l'obtention d'un règlement satisfaisant du présent différend.

5.251. De plus, comme il a été mentionné plus haut dans la section 5.3, la mesure antidumping en cause en l'espèce est arrivée à expiration le 12 novembre 2016.⁴¹⁷

5.252. Compte tenu de l'examen par le Groupe spécial de l'étendue appropriée de la protection RCC sur la base des observations des parties dans le cadre du réexamen intérimaire, de la nature spécifique aux sociétés des renseignements ainsi que de l'expiration de la mesure en cause, un examen du point de savoir si le Groupe spécial aurait dû inclure les renseignements en question dans la version distribuée de son rapport n'est pas nécessaire pour arriver à une solution positive du présent différend. Pour ces raisons, nous constatons qu'il n'est pas nécessaire de nous prononcer sur la question de savoir si le Groupe spécial a désigné de manière erronée certains renseignements comme étant des RCC et donc s'il a fait erreur en supprimant ces renseignements dans cinq paragraphes de son rapport.

6 CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

6.1. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, l'Organe d'appel formule les constatations et conclusions suivantes.

Article 2.4 de l'Accord antidumping

6.2. L'article 2.4 de l'Accord antidumping ne met pas simplement l'accent sur une comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation, mais aussi de manière prédominante sur les moyens d'assurer le caractère équitable de cette comparaison. À cette fin, les autorités chargées de l'enquête doivent tenir dûment compte des différences affectant la comparabilité des prix. Il n'y a aucune différence affectant la comparabilité des prix qui, en tant que telle, doit être exclue de celles dont il doit être tenu compte. En fait, la nécessité de prendre dûment en compte quelque chose doit être évaluée à la lumière des circonstances spécifiques de chaque cas. L'énonciation par le Groupe spécial du critère juridique au titre de l'article 2.4 concorde avec notre interprétation de cette disposition. L'existence d'une relation étroite entre des sociétés parties à une transaction serait pertinente dans la mesure où elle affecterait les transactions concernées d'une manière affectant la comparabilité du prix à l'exportation et de la valeur normale. Par conséquent, le Groupe spécial n'a pas fait erreur en rejetant l'argument de l'Indonésie selon lequel l'existence de ce qu'elle désignait comme une "entité économique unique" était déterminante pour le point de savoir si une marge donnée pouvait être considérée comme une différence affectant la comparabilité des prix au regard de l'article 2.4.

- a. Par conséquent, nous constatons que l'Indonésie n'a pas démontré que le Groupe spécial avait fait erreur dans son interprétation de l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

6.3. En ce qui concerne l'allégation de l'Indonésie selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 2.4 aux faits de la cause en l'espèce, nous considérons que l'examen du Groupe spécial concernant l'évaluation des autorités de l'UE était axé à juste titre sur la question de savoir si l'évaluation était compatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que les autorités de l'UE avaient une base d'éléments de preuve suffisante pour établir que la marge versée par PT Musim Mas à ICOF-S en rapport avec les ventes à l'exportation à destination de l'Union européenne constituait une différence affectant la comparabilité des prix au regard de l'article 2.4. En outre, contrairement à l'argument de l'Indonésie, le raisonnement du Groupe spécial ne laisse pas entendre que, dans les cas où elles sont confrontées à des transactions entre des parties affiliées étroitement liées, les autorités chargées de l'enquête peuvent remplacer les frais réellement engagés par les frais qui

⁴¹⁷ Commission européenne, avis d'expiration de certaines mesures antidumping, *Journal officiel de l'Union européenne*, série C, n° 418 (12 novembre 2016), page 3.

auraient été engagés si l'entité de production avait obtenu le service auprès d'un fournisseur indépendant.

- a. En conséquence, nous constatons que l'Indonésie n'a pas démontré que le Groupe spécial avait fait erreur dans son application de l'article 2.4 de l'Accord antidumping aux faits de la cause en l'espèce.

6.4. Nous constatons également que l'Indonésie n'a pas démontré que le Groupe spécial avait agi d'une manière incompatible avec l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping ou avec l'article 11 du Mémoire d'accord dans son analyse de l'allégation de l'Indonésie au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

- a. Par conséquent, nous confirmons la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.160 et 8.1.b.i de son rapport selon laquelle l'Indonésie n'a pas démontré que les autorités de l'UE avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping en traitant la marge versée par PT Musim Mas à ICOF-S comme une différence affectant la comparabilité des prix, et en procédant donc à un ajustement à la baisse du prix à l'exportation.

Article 6.7 de l'Accord antidumping

6.5. Les enquêtes sur place sont un mécanisme que les autorités chargées de l'enquête peuvent utiliser pour s'acquitter de leur devoir, au titre de l'article 6.6 de l'Accord antidumping, de s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées. Lorsque de telles enquêtes sur place sont effectuées, l'article 6.7 prescrit de communiquer aux entreprises qui font l'objet de ces visites les "résultats", ou aboutissements, de ce processus de vérification. Le champ des enquêtes sur place et les "résultats" ainsi obtenus qui doivent être communiqués aux entreprises visées par l'enquête varient d'un cas à un autre et sont éclairés par les parties intégrantes du processus des enquêtes sur place, qui comprennent les questions posées par les autorités chargées de l'enquête, les réponses qui y sont apportées, le champ de l'avis préalable et la collecte de tout élément de preuve additionnel durant les enquêtes sur place. De plus, la divulgation des "résultats" des enquêtes sur place doit permettre aux entreprises auxquelles ils sont communiqués de discerner les renseignements qui, selon les autorités, ont été bien vérifiés, ainsi que les renseignements qui n'ont pas pu être vérifiés, et d'être informées des résultats de façon suffisamment détaillée et en temps voulu pour être en mesure de défendre leurs intérêts efficacement lors des étapes restantes de l'enquête antidumping. Nous constatons donc que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation ou son application de l'article 6.7 en déterminant le champ des enquêtes sur place et les "résultats" ainsi obtenus devant être communiqués aux entreprises visées par l'enquête.

- a. En conséquence, nous confirmons la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.236 et 8.1.d de son rapport selon laquelle les autorités de l'UE n'ont pas mis à la disposition de PT Musim Mas ni divulgué à celle-ci les "résultats de ces enquêtes", et elles ont donc agi d'une manière incompatible avec l'article 6.7 de l'Accord antidumping.

Article 3 du Mémoire d'accord

6.6. Nous constatons que, en faisant appel du rapport du Groupe spécial nonobstant l'expiration de la mesure en cause, l'Indonésie n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3 du Mémoire d'accord. Nous rejetons donc les demandes de l'Union européenne visant à ce qu'il soit constaté qu'il n'est pas nécessaire de se prononcer sur la question soulevée dans l'appel de l'Indonésie ou qu'il soit déclaré que toutes les constatations et conclusions formulées par le Groupe spécial sont sans fondement et sans effet juridique.

Article 19 du Mémoire d'accord

6.7. Nous avons constaté que, d'une manière générale, un groupe spécial avait le pouvoir discrétionnaire de décider de la manière dont il tenait compte de modifications ultérieures ou de l'abrogation de la mesure en cause. En l'absence de toute constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause n'était plus en vigueur ou de toute reconnaissance de ce fait par

celui-ci, il n'y avait aucun élément lui permettant de s'écarter de la prescription, énoncée à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, imposant de formuler une recommandation après qu'il a constaté que cette mesure était incompatible avec les accords visés.

- a. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur ou agi d'une manière incompatible avec l'article 19:1 ou l'article 11 du Mémoire d'accord en formulant une recommandation, au paragraphe 8.3 de son rapport, au sujet de la mesure en cause.

Article 12:12 du Mémoire d'accord

6.8. Nous avons constaté que seul un groupe spécial composé pouvait prendre la décision de suspendre la procédure de groupe spécial. Nous avons donc conclu que la première des trois constatations formulées par le Groupe spécial n'était pas pertinente pour la question de savoir si le pouvoir conféré au Groupe spécial était devenu caduc.

- a. Ayant formulé cette constatation, nous déclarons sans fondement et sans effet juridique la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.29.a et 8.1.a.i de son rapport selon laquelle l'Union européenne n'avait pas démontré que la correspondance adressée par la Mission permanente de l'Indonésie au Secrétariat de l'OMC le 11 juillet 2013 constituait une demande de suspension des travaux du Groupe spécial au sens de l'article 12:12 du Mémoire d'accord.

6.9. Nous avons aussi constaté que, en concluant que ses travaux n'avaient pas été suspendus et que le pouvoir qui lui avait été conféré n'était pas devenu caduc, le Groupe spécial n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 12:12 du Mémoire d'accord. En outre, nous avons constaté qu'il n'était pas nécessaire que nous examinions l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le Groupe spécial n'avait pas procédé à une évaluation objective de la question.

- a. Par conséquent, nous confirmons les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.29.b et c, et 8.1.a.ii et iii de son rapport selon lesquelles les travaux du Groupe spécial n'avaient pas été suspendus et le pouvoir conféré pour son établissement n'était pas devenu caduc.

Traitement par le Groupe spécial de certains renseignements comme étant des RCC

6.10. Nous constatons qu'il n'est pas nécessaire de nous prononcer sur la question de savoir si le Groupe spécial a désigné de manière erronée certains renseignements comme étant des RCC et donc s'il a fait erreur en supprimant ces renseignements dans cinq paragraphes de son rapport.

Recommandation

6.11. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, la recommandation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.3 de son rapport visant à ce que l'Union européenne rende ses mesures conformes à ses obligations au titre de l'Accord antidumping est admise.

Texte original signé à Genève le 31 juillet 2017 par:

Ricardo Ramírez-Hernández
Président de la section

Hyun Chong Kim
Membre

Hong Zhao
Membre